

L'école peut-elle sauver la démocratie ?

Anne LEBLANC

La massification scolaire a-t-elle tenu ses promesses ? Cette question fait l'objet d'un livre récent dont certaines conclusions sont préoccupantes¹...

Depuis les années '60, la volonté d'une école démocratique, accessible à tous portait en elle trois promesses : une promesse de justice (donner à tous les mêmes chances); une promesse de développement du capital humain (les gens mieux formés, mieux payés, toute la collectivité y gagne) et une promesse d'essor de la démocratie (les élèves seront des citoyens informés, engagés). Au temps des Trente Glorieuses, ce projet démarrait bien. La hausse du niveau de formation scolaire permettait l'accès à des emplois qualifiés qui ne manquaient pas. L'économie bénéficiait de la massification scolaire. L'ascenseur social fonctionnait. La mécanique s'enraye quand la crise économique s'installe avec le chômage de masse. L'institution scolaire continue à diplômer alors que les postes en lien avec le diplôme diminuent. L'ascenseur social se bloque. Certes, l'école est moins injuste qu'avant quand la sélection à l'entrée se joue sur l'origine sociale. Tous y ont accès y compris dans l'enseignement supérieur. Mais les analyses le prouvent, in fine, les sortants des hautes écoles prestigieuses françaises ont toujours le même profil socio-économique qu'au bon vieux temps de l'école républicaine chargée de ne former que les élites bourgeoises. Et les perdants du système sont aussi toujours les mêmes. En fait, l'école démocratique a importé en son sein toutes les petites inégalités de la société et elles s'y sont agrégées. Par ailleurs, son fonctionnement n'a guère changé. C'est la méritocratie individuelle, la logique d'évaluation et de sélection qui prévalent.

Des vainqueurs et des vaincus

L'école « distille ». Elle trie et organise des parcours très différenciés, avec des

filières nobles et des établissements plus ou moins prestigieux. Le mode de production des inégalités scolaires s'est transformé. Rapidement, les parents les mieux dotés socio-culturellement comprennent les stratégies à mettre en œuvre pour garantir aux enfants le meilleur parcours, le meilleur diplôme afin de s'inscrire ensuite en place utile dans la file d'attente des emplois rémunérateurs. Sans jamais dans leur chef, bien sûr, remettre en cause l'idéal de l'égalité des chances méritocratiques, horizon indépassable. Qui contesterait qu'une compétition équitable annulant les effets de l'inégalité sociale permet de faire émerger un pur mérite sur lequel peuvent légitimement se bâtir des inégalités justes ? Celles-ci justifient l'accès ou non aux positions socialement reconnues et valorisées. Avant certains étaient exclus de l'école. Maintenant, au sein même de l'école, à chaque étape, il y a des vainqueurs et des vaincus. L'exclusion de ceux-ci se vit de l'intérieur. La promesse de justice scolaire s'est heurtée au contexte économique et pédagogique. L'expérience des élèves et des enseignants en est marquée. Les premiers, mis à l'épreuve continuellement sur leurs compétences, sont les seuls responsables de leur résultat. Les seconds, confrontés à l'évolution sociologique du déclin de l'autorité au sein de l'institution scolaire, sont tenus, envers et contre tout, de faire réussir tous les élèves venus d'horizons multiples. Ils se disent incompris et abandonnés, car « *la formation de l'école démocratique de masse pose un problème politique, celui de la réforme continue, épuisante et toujours inachevée du système.* »²

L'emprise du diplôme

Le projet pour l'école, dans les années '60 était « adéquatniste » : planifier

les sorties selon les besoins de l'emploi dans l'esprit de l'économie de la connaissance prônée par les organismes internationaux. En mettant en relation la nomenclature du niveau des diplômes avec celle du niveau des emplois, on a, de fait, accentué l'emprise du diplôme sur l'insertion professionnelle. Aujourd'hui, dans un cadre d'inflation des diplômes, certains sont déclassés. Il y a « déclasser » quand le niveau de certification d'une personne est supérieur à celui de ses collègues. Dès les années '70, Raymond Boudon annonçait : « *il n'y a pas de raison que la massification scolaire et les flux scolaires qui en résultent marchent au même pas que l'évolution de l'emploi.* »³ De plus en plus nécessaire, le diplôme est, pour certains, de moins en moins valorisé. Le phénomène existe pour les qualifications secondaires, mais aussi pour le supérieur. Les étudiants des filières littéraires et de sciences humaines savent que leur diplôme risque de n'être guère prisé. Avant d'entrer dans le monde du travail, ils traversent une phase moratoire avant de trouver le compromis professionnel jugé acceptable. Là aussi, ceux qui sont issus des milieux favorisés peuvent se permettre des stages, des séjours à l'étranger payés par la famille qui leur feront acquérir les soft skills (compétences relationnelles et comportementales) valorisées chez les employeurs.

Et la troisième promesse, le bon citoyen démocrate ?

Que dire en ces temps où se développent les mouvements populistes, les nationalismes, où la confiance dans la science s'affaiblit et où les fake news et autres théories du complot polluent les réseaux sociaux ? Certainement qu'il serait absurde et injuste d'attribuer à l'école seule l'échec relatif de cette promesse.



Illustration : Manon MOREAU

Cette mission était fondée sur l'idée que l'école éduque autant qu'elle instruit. Mais la capacité éducative de l'école a été mise à rude épreuve, confrontée à la nouvelle socialisation juvénile se faisant, à travers les écrans, dans un espace neuf échappant tant au contrôle des familles que des enseignants. Cet affaiblissement explique la multiplication des injonctions «éducation à» : à la bonne alimentation, au code de la route, et bien sûr à la citoyenneté. Concrètement, peu d'élèves revendiquent le rôle de délégué. Pour les victimes du système, on constate aussi, surtout chez les garçons, des phénomènes de rejet, de l'école et de ses valeurs culturelles et démocratiques.

Nouvelle fracture sociale

Dans ce contexte, si les vainqueurs trident les bonnes places professionnelles, ils occupent aussi les postes de pouvoir. On s'inquiète de la sous-représentation des femmes et des minorités dans les cercles politiques, mais pas tellement de la sous-représentation pourtant très discriminatoire des non-diplômés. Les vainqueurs de la compétition scolaire forment désormais une nouvelle catégorie politiquement spécifique et dominante. Décrits par les auteurs comme plutôt

sociaux-démocrates et écolos, gagnants du système, ils sont plus enclins à soutenir l'égalité des chances méritocratiques qu'à lutter pour l'égalité des conditions sociales. L'autre catégorie, portée par le ressentiment à l'égard des «élites» incarnant le pouvoir, se retrouve par exemple chez les électeurs favorables au Brexit ou chez les gilets jaunes. C'est une nouvelle fracture sociale qui est apparue entre vainqueurs et vaincus de la compétition scolaire. Électoralement, les vainqueurs ont voté Macron en 2017, les déclassés de l'enseignement supérieur ont choisi l'anticapitalisme de Mélenchon tandis que l'électorat le plus populaire, le plus pauvre, le plus précaire et le moins scolarisé a choisi Le Pen. Avant, on était fier d'appartenir à la culture ouvrière. Aujourd'hui, on est ouvrier parce qu'on a raté l'école.⁴ La société a donné une place prépondérante au mérite scolaire suscitant un ressentiment qui pose un problème politique. Le mérite personnel ne se mesure pas qu'à l'aune du cursus scolaire.

Et le coronavirus dans tout ça ?

La crise du coronavirus a mis en lumière, enfin, combien les «derniers de cordée»

dans l'échelle des études étaient indispensables, sans doute plus que certains «premiers». Elle a rappelé que le travail à domicile de l'élève est un très lourd facteur d'inégalité. Par ailleurs, la situation pédagogique inédite a suscité localement la créativité, la mobilisation et beaucoup de générosité des enseignants à l'égard de leurs élèves. Mieux que n'importe quelle circulaire. Cela interroge la logique française de directives centralisées. Face à la grave crise de l'emploi qui s'annonce, que faire de ce modèle adéquationniste diplôme/emploi issu d'une époque révolue ? Enfin, un constat positif, «les gamins ont manqué d'école». L'importance de la vie sociale à l'école pour grandir, pour apprendre avec les autres, pour communiquer avec les adultes est redevenue une évidence. On a redécouvert la valeur éducative de l'école.⁵ Une bonne nouvelle, mais il reste beaucoup de questions interpellantes. ■

1. DUBET F., DURU-BELLAT M., L'école peut-elle sauver la démocratie ? Éditions du Seuil, 2020.

2. Ibidem, p. 78

3. Ibidem, p. 108

4. Interview de François Dubet : <https://www.mollat.com/livres/2442585/francois-dubet-l-ecole-peut-elle-sauver-la-democratie>

5. Ibidem